

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76032 ROUEN

ROUEN, le 16/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PTL SAS

avenue des Canadiens BP 3
76860 OUVILLE LA RIVIERE

Références : UDRD-2022-11-449-ET GM/ChH
Code AIOT : 0005801223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement PTL SAS implanté Zone artisanale 76550 AMBRUMESNIL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection visait à récolter des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022, relatif à la réalisation de travaux de réduction des émissions sonores de l'entreprise. Cet arrêté s'inscrivait dans la continuité de diverses phases de travaux initialisées en 2020, en réponse à des plaintes récurrentes d'un riverain, et à un constat de non-conformité vis-à-vis de la réglementation sur le bruit des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PTL SAS
- Zone artisanale 76550 AMBRUMESNIL
- Code AIOT : 0005801223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'entreprise PTL fabrique des sacs en plastique, pour partie d'origine bio-sourcée, par extrusion de granulés plastiques : le plastique est fondu, puis soufflé, découpé, collé, imprimé, emballé. Les sacs sont vendus pour le compte de la maison mère (Groupe Sphère) ou à des commanditaires (marques de grandes distribution, collectivités locales, etc).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 3 | Prévention des pollution des eaux | Arrêté Préfectoral du 20/10/2008, article 7.6.1 | / | Lettre de suite préfectorale Demande n°2 | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|----------------------------------|
| 2 | Mesure des niveaux de bruit et de l'émergence | Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2 | / | Susceptible de suite Demande n°1 |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Travaux en toiture N4 | Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de réduction du bruit qui ont été prescrits ont bien été réalisés, et leur effet est perceptible depuis l'usine. L'exploitant doit maintenant réaliser des mesures de bruit afin de vérifier le respect de la réglementation en la matière.

Une bordure en béton servant à maintenir les eaux pluviales sur le site doit faire l'objet de réparation, comme l'exploitant s'y est engagé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux en toiture N4

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Sauf démonstration du respect des valeurs limites prescrites au Titre 6 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008, avant le 15 avril 2022, l'exploitant doit commander, avant le 30 avril 2022, les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • traiter les 14 extracteurs de la toiture N4 par l'installation de silencieux ; • traiter les ventelles de la façade Ouest par la mise en œuvre d'écrans acoustiques ; <p>ou tout autre travaux conduisant à un gain équivalent sur les émissions sonores. Le justificatif de la commande est transmis à l'inspection des installations classées avant la même échéance. Lesdits travaux sont réalisés avant le 30 juin 2022, sauf démonstration de l'impossibilité de respecter cette échéance, du fait de difficulté d'approvisionnement des matériaux et équipements nécessaires, dûment justifiée.</p> <p>Constats : L'inspection a constaté que les travaux prescrits, portant sur l'insonorisation des 14 extracteurs d'air de la toiture N4, avaient bien été réalisés. Des caissons de grandes dimensions ont été posés autour de ces extracteurs. Ces caissons peuvent s'ouvrir (test effectué lors de la visite). La différence du niveau sonore émis entre position ouverte (représentative de la situation avant insonorisation) et fermée est perceptible.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fait réaliser d'autres travaux qui avaient été identifiés à l'automne 2021, et portant sur l'atelier de recyclage des plastiques : une porte sectionnelle a été installée à la place de l'ancien rideau métallique, et de l'isolant a été posé autour de plusieurs tuyauteries pneumatiques à l'intérieur de l'atelier.</p> <p>L'exploitant a aussi déclaré que son groupe froid avait été changé et que, bien qu'il s'agissait d'un faible contributeur aux émissions sonores, le nouveau modèle est plus silencieux.</p> <p>Enfin, l'exploitant indique qu'il va procéder au remplacement du mélangeur de son local encre, identifié comme point bruyant, sous 6 mois.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Mesure des niveaux de bruit et de l'émergence

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Sous 1 mois après la réalisation des travaux prescrits à l'article 1 ci-dessus, l'exploitant réalise une campagne de mesure du bruit en limite de propriété, et de mesure de l'émergence dans les zones à émergences réglementées.</p> <p>Constats : Par courriel du 24 octobre 2022, l'exploitant a justifié que les mesures de niveaux de bruit et d'émergence, qui étaient programmées avant le 31 octobre, devaient être repoussées aux 24 et 25 novembre 2022, du fait des conditions météo, et de la disponibilité du prestataire.</p> <p>Sur la base annoncée d'une remise de rapport sous 2 à 3 semaines après la mesure, l'exploitant doit transmettre (demande n°1) les résultats de la nouvelle campagne de mesure du bruit sous 1 mois.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Prévention des pollutions des eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2008, article 7.6.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel. |
| Constats : Un caniveau existe sous la voie ferrée à proximité de l'atelier de recyclage des plastiques et du point de mesure du bruit couramment référencé P1. Le système de prévention des écoulements d'eau vers ce caniveau est endommagé à cet endroit, créant un risque de pollution en cas d'épandage sur la voirie dans cette zone. Ce défaut a déjà été constaté par l'inspection le 12 octobre 2021 et a fait l'objet d'une demande de correction dans le rapport du 18 octobre 2021. L'exploitant a indiqué qu'il disposait d'un devis relatif à la réparation nécessaire. L'exploitant doit transmettre une copie du devis signé, accompagné de la date prévue, ou effective, des travaux, sous 1 mois (demande n°2). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |